

EDITO - Tricastin, le silence obstiné d'EDF

14 décembre 2013 / Hervé Kempf (Reporterre)



Un rendez-vous ? Non. Au téléphone ? Non. Participer à la visite collective ? Non. Devant le refus obstiné d'EDF de s'expliquer sur Tricastin, nous adressons une Lettre ouverte au Haut comité sur la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Lettre ouverte à M. Henri Revol, président du **Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire**, et aux membres du Haut Comité

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

Votre Haut comité a été créé par la [loi du 13 juin 2006](#). Un des objets de cette loi est de « *garantir le droit du public à une information fiable et accessible en matière de sécurité nucléaire* ». L'article 24 en indique que le Haut Comité « *peut se saisir de toute question relative à l'accessibilité de l'information en matière de sécurité nucléaire et proposer toute mesure de nature à garantir ou à améliorer la transparence en matière nucléaire.* »

C'est pourquoi je me permets de vous saisir afin de décrire les obstacles qui ont été posés à ce droit essentiel à l'information des citoyens, qui est une condition de la sécurité nucléaire.

Reporterre est un site d'information sur Internet existant depuis cinq ans. Spécialisé sur les questions d'environnement, il a publié plus de cinq mille articles, et il reçoit plus de 250 000 visites chaque mois. Il publie quotidiennement des enquêtes, entretiens ou tribunes. Des personnes aussi estimables que - pour s'en tenir à la sphère des responsables politiques - les anciens ministres de l'environnement [Chantal Jouanno](#), [Serge Lepeltier](#) ou [Delphine Batho](#) s'y sont exprimés, ainsi que l'alors député du Gers, [Philippe Martin](#).

Nous avons récemment mené une enquête approfondie sur le site nucléaire de Tricastin, peut-être le plus important de France par la variété de ses installations, et qui a connu depuis plusieurs années de nombreux incidents de différentes natures.

Si nous sommes le « *quotidien de l'écologie* » et affirmons que la question écologique, dans toutes ses dimensions, est la question politique centrale de notre époque, nous avons le souci de faire un journalisme d'information, se nourrissant à toutes les sources, et donnant la parole à toutes les parties en présence. Dans cette enquête sur le Tricastin, préparée en novembre et qui a été publiée cette semaine, nous avons dès le début sollicité de nombreux interlocuteurs. Si des organismes comme l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) ou l'IRSN (Institut de recherche sur la sécurité nucléaire) ont obligeamment répondu à nos questions, tout comme diverses associations et experts, nous avons été surpris de l'attitude de l'entreprise EDF (Electricité de France).

Courant novembre, notre reporter, Barnabé Binctin, a appelé le service de presse de cette entreprise, pour solliciter une rencontre avec un responsable de la centrale de Tricastin lors de

son reportage de plusieurs jours sur place fin novembre. Il lui fut répondu que ces responsables « n'avaient pas de disponibilité dans leur agenda » aux dates proposées.

Pourrait-on alors convenir d'un entretien téléphonique en-dehors de ces dates ? Cela ne paraissait pas possible.

Voici la teneur d'une discussion qui eut alors lieu avec le chargé de communication :

"M. Binctin, Reporterre - Bonjour, suite à ma demande, pourrais-je avoir un échange téléphonique avec un des responsables de la centrale EDF de Tricastin ?

- M. Baratier, EDF- Cela va être compliqué cette semaine, mais vous pouvez me poser vos questions, je pourrai y répondre.

- Bien, j'en prends note. Quelles sont les dernières évaluations du volume de tritium qui s'échappe sous le radier de la centrale ?

- Euh... je ne sais pas, je vais vous chercher ça, je dois pouvoir vous retrouver les chiffres de cet été.

- Mais EDF doit fournir une note quotidienne à l'ASN sur ces fuites de tritium, avez-vous les derniers chiffres ?

- Non, à ce niveau-là, ce sont les responsables de Tricastin qui peuvent répondre.

- Eh bien justement, c'est pour cela que je souhaite m'entretenir au moins par téléphone avec eux.

- Oui, mais cela n'est pas possible".

Alors que nous nous heurtions à ce mur, nous apprîmes que sur place, le service de communication de la centrale organisait la « 7^e édition de la journée 'Sûreté et prévention des risques' » le 28 novembre, à l'intention de journalistes et de personnalités locales.



M. Binctin renvoya le coupon d'inscription. Mais là encore, cette visite de groupe ne pouvait pas accueillir le reporter.

J'intervins alors, en tant que rédacteur en chef, et appelais l'attaché de presse d'EDF. Je laissai plusieurs messages téléphoniques, mais ses occupations semblaient l'empêcher de me rappeler.

J'appelais alors la chef du service de presse d'EDF, M^{me} Colombez. Elle n'était pas disponible, mais le message lui fut transmis.

Il advint alors que son subordonné, l'attaché de presse, me rappela enfin. Pour me dire qu'aucun rendez-vous téléphonique avec un responsable connaissant le dossier n'était possible. Sinon, finit-il par m'écrire par courriel, dans la semaine du 16 décembre - alors que je lui avais très clairement indiqué que notre enquête paraîtrait la semaine précédente.

Je laisse à votre sagacité, M. le Président, Mesdames et Messieurs, le soin d'interpréter l'attitude du service de communication de cette entreprise. Je me permettrai cependant de rappeler qu'elle est nationalisée (pour 84 % de son capital), et qu'à ce titre, elle appartient à tous les citoyens de ce pays, à l'égard desquels elle est redevable. Il est certes possible que cette vision des choses soit imprégnée d'une candeur qui correspond peu à l'esprit de l'époque.

Ce qui est en revanche certain, c'est que le refus de parler, d'expliquer, de communiquer sincèrement est le signe d'un profond malaise. On est tenté de penser que cette attitude est le reflet de la gestion incertaine de la sécurité nucléaire de ce site. Compte tenu de la gravité de ce qui est en jeu, je ne peux que souligner l'absolue nécessité d'informer nos concitoyens sur ce qui se passe sur ce site - comme sur d'autres sites nucléaires -, et de s'ouvrir aux journalistes, dont la tâche est de présenter cette information de manière exacte et alimentée aux différentes sources.

C'est ce que nous avons essayé de faire, et j'espère que vous aurez le temps de prendre connaissance de notre enquête sur le site nucléaire du Tricastin, dont il est hélas permis de penser que c'est « *la centrale la plus dangereuse de France* ».

Je suggère que, selon l'objet du Haut comité, vous voudrez proposer la mesure d'obliger les compagnies oeuvrant dans le champ nucléaire à répondre aux questions des journalistes et à faciliter leur travail d'information de nos concitoyens. Restant à votre disposition pour toute précision, je vous adresse, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, mes salutations respectueuses.

Source : Hervé Kempf pour *Reporterre*.

Photo : [Blog-runner](#).

Lire les précédents volets de notre série :

- . *1 - Plongée dans la centrale la plus dangereuse de France*
- . *2 - Plus de mille incidents et le record français de fissures. Tout va bien à Tricastin.*
- . *3 - A Tricastin, EDF ne contrôle plus le tritium radioactif.*
- . *4 - En cas d'accident nucléaire, priez ! Parce que les autorités seront dépassées.*
- . *5 - A Tricastin, la concentration nucléaire ne résoud pas les problèmes d'emploi.*

- **Emplacement :** [Accueil](#) > [Édito](#) >
- **Adresse de cet article :** <https://reporterre.net/EDITO-Tricastin-le-silence-obstine-d-EDF>